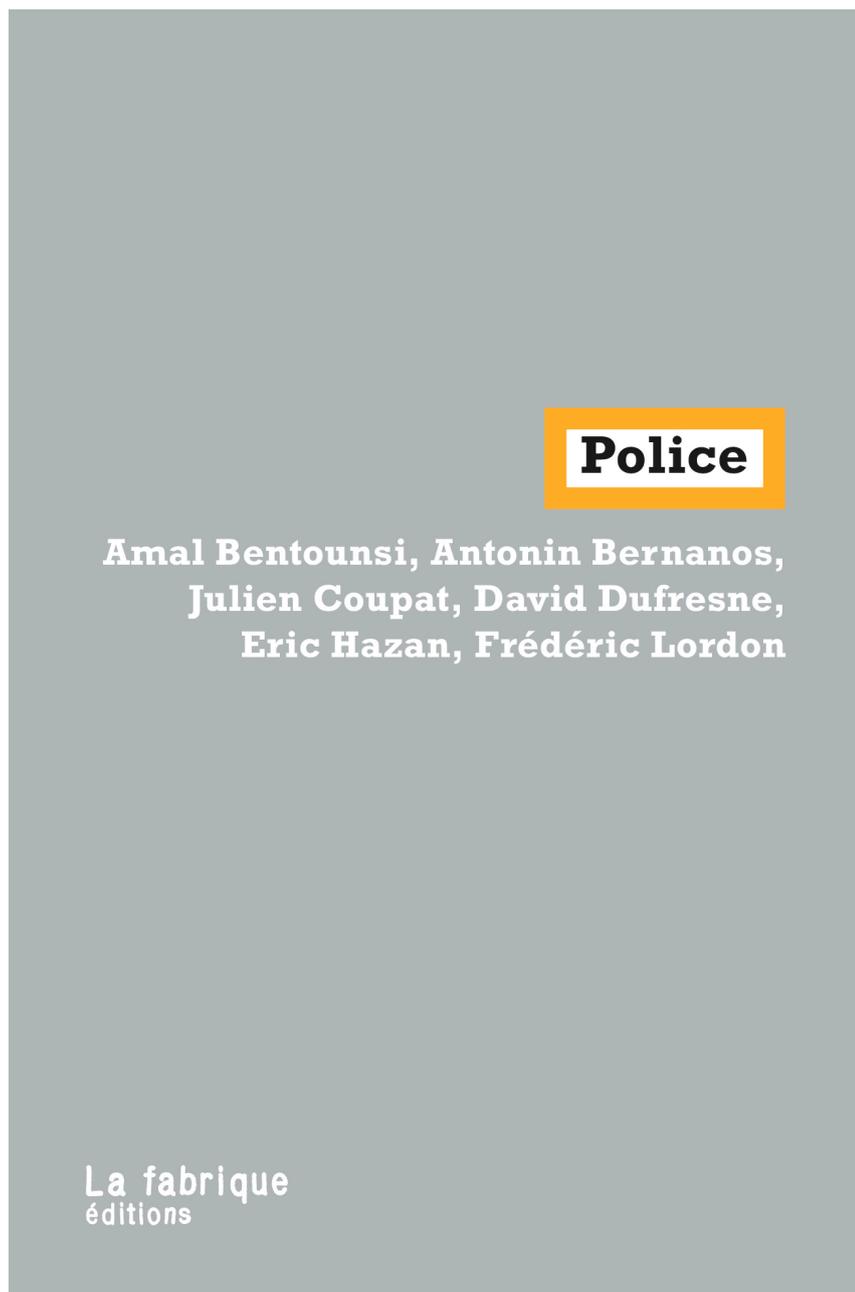


Un des faits saillants de la France contemporaine est son glissement autoritaire. Cette dynamique offre à la police un rôle politique de plus en plus important. Dans cette conjoncture il devient alors essentiel de comprendre la manière dont elle participe à la bataille politique.

Comme le montre ici Paul Rocher, il s'agit là d'une tâche primordiale dont s'acquitte l'ouvrage collectif Police, qui vient de paraître aux éditions [La Fabrique](#). Il donne à voir d'une part les mécanismes à travers lesquels la police façonne le débat public et engage d'autre part le débat stratégique sur la relation entre le mouvement social et les forces de l'ordre.

Paul Rocher est l'auteur de [Gazer, mutiler, soumettre. Politique de l'arme non létale](#).



La liste des contributeurs à l'ouvrage collectif « Police » est un signe avant-coureur de la force de frappe d'un livre d'une actualité brûlante : Amal Bentounsi, Antonin Bernanos, Julien Coupat, David Dufresne, Eric Hazan et Frédéric Lordon. Chacun à sa façon, ils ont permis ces dernières années de rendre visible et comprendre le glissement autoritaire de la

La bataille des images

Louis Althusser a sans doute durablement marqué la question de la reproduction de l'ordre établi en distinguant l'appareil répressif d'Etat de l'appareil idéologique d'Etat[1]. La force de cette distinction vient du fait qu'elle est simultanément simple à comprendre et propice à la production d'analyses approfondies : D'un côté la coercition (gouvernement, administration, armée, police, tribunaux et prisons), de l'autre côté le consentement (religions, écoles, famille, partis, syndicats, médias, culture)[2]. Si la brutalisation du maintien de l'ordre est aujourd'hui un fait établi[3], force est de constater que la police ne se contente pas de simplement réprimer. Plusieurs contributions dans « Police » illustrent que la police est en réalité aussi un acteur à part entière dans la bataille des idées.

Dans cette bataille une importance particulière revient à la production d'images. Trois contributions prennent à bras le corps cet aspect. Dans son chapitre David Dufresne montre à quel point, face aux violences policières, le téléphone portable est devenu l'arme des désarmés. Si elle n'arrive pas à enrayer les violences policières elle permet au moins de les documenter et de rééquilibrer dans une certaine mesure le rapport entre la parole policière et officielle qui bénéficie de la présomption de vérité et la parole citoyenne soumise à la présomption de suspicion. Ainsi, l'inventivité populaire a trouvé un nouvel outil de contrôle public des forces de l'ordre dont la portée ne saurait être sous-estimée :

« La caméra de poche accomplit un renversement de perspectives. Jusqu'à son irruption, les images de la répression étaient massivement tournées du point de vue de la police »[4].

En effet, s'il existe aujourd'hui un débat public sur les violences policières c'est parce que la force d'innombrables vidéos et photos – qui représentent pourtant seulement la partie émergée de l'iceberg des violences – a fini par prendre le dessus sur la négation de ce phénomène par l'Etat.

Dufresne ne s'arrête toutefois pas à ce constat et souligne que dès lors les vidéos constituent elles-mêmes un « enjeu narratif considérable » dont la police a également compris l'importance. Elle y réagit doublement : Par la force en ciblant, voire tuant, ceux qui la filment pour cacher le caractère systémique des violences policières ; et par l'idéologie en développant sa propre présence sur les réseaux sociaux afin de valoriser son activité. La conclusion du chapitre est explosive : Si l'institution policière se crispe à un tel point face à la demande élémentaire de contrôle publique, c'est parce qu'en questionnant la légitimité de son action, la police est désormais atteinte dans sa toute-puissance.

Là où Dufresne montre que la police s'est engagée dans la bataille des idées le texte de Julien Coupat propose une explication, à la fois amusante et poignante, de l'efficacité de l'idéologie policière véhiculée par la série *Engrenages*. Plutôt que de déclarer que cette série transmet une fausse conscience de la réalité, la démarche de l'auteur est plus

ambitieuse. Elle s'inscrit dans la « théorie de l'idéologie », qui vise à expliquer pourquoi l'idéologie en question est efficace et contribue à ce titre à stabiliser l'ordre établi[5]. Cette série est particulièrement adaptée à un examen de l'idéologie du commissaire de police dans la mesure où elle se distingue par une collaboration étroite entre la police et l'appareil médiatique. En effet, son co-scénariste en est un commissaire.

Si l'analyse exposée se caractérise par une grande finesse c'est parce que l'auteur n'identifie pas seulement les multiples dimensions d'un narratif visant présenter les policiers de base comme des personnages fondamentalement bien intentionnés, même si elles font parfois de mauvaises choses c'est toujours pour les bonnes raisons, mais aussi parce qu'il montre que l'image est aujourd'hui beaucoup plus efficace dans la construction idéologique que les mots. Car « s'il est aisé de contredire [...des mots], comment contredit-on une image ? »[6].

L'idée de la reproduction de l'ordre établi est également sous-jacente à la contribution d'Amal Bentounsi, intitulée « Les méchants ». Plus précisément, elle est sous-jacente de manière négative car elle estime que ni les interventions policières qui coûtent régulièrement la vie à des hommes dans les quartiers, ni l'impunité des policiers ne sont indispensables au maintien de l'ordre établi. Cette question la conduit à « renoncer à rationaliser la violence policière, la fureur raciste et leur protection institutionnelle » et à interpréter ces phénomènes non pas comme des fonctions mais comme un symptôme[7]. Elles sont le symptôme d'un Etat construit sur la violence et toujours susceptible de se laisser prendre à des escalades de violence - à moins d'être apaisé par la mort violente d'une quinzaine d'hommes, généralement noirs, arabes, musulmans, chaque année.

C'est à partir de ce constat que Bentounsi formule une proposition d'action, qui rend son texte à la fois analytique et stratégique. Face à l'improbable transformation de la police à court et moyen terme elle souligne que les mobilisations contre les violences racistes de la police, souvent organisées par des femmes, mettent en place une communauté, un lien social et politique. L'application pour filmer la police, qu'elle a récemment mis sur pied, s'inscrit dans cette perspective. Elle vise à « saper la toute-puissance policière » mais elle contribue également à tisser des liens[8]. Sa proposition stratégique contient en effet ces deux aspects : L'expérience communautaire est précieuse face à la douleur et esquisse un chemin de libération car « tout projet de changement radical suppose de se dégager, quotidiennement, de sa propre docilité aux institutions »[9].

A l'heure où la question de l'abolition de la police refait surface la proposition de Bentounsi affiche d'ailleurs une certaine affinité avec « l'agenda progressiste » du criminologue américain Raymond J. Michalowski. Ce dernier a notamment souligné que « la substitution de la justice populaire par la justice d'Etat est généralement présentée comme la seule alternative viable au règne de la foule et au vigilantisme. Toutefois, opposer la justice d'Etat à la justice vigilante est une fausse dichotomie qui obscurcit une troisième alternative. Cette alternative ce sont des formes organisées, communautaires de la justice populaire. »[10] Et l'histoire de la deuxième moitié du 20e siècle offre des exemples concrets de cette justice populaire comme les *Street committees* sud-africains pendant l'apartheid et le programme *Community Restorative Justice Ireland* dans l'Irlande du nord colonisée.

La bataille de la stratégie

En plus d'illustrer à quel point l'appareil répressif d'État est en réalité aussi un appareil idéologique d'État, *Police* est aussi le lieu d'un débat stratégique. La contribution d'Eric Hazan d'un côté, et celles d'Antonin Bernanos et Frédéric Lordon de l'autre exposent deux analyses diamétralement opposées sur le rapport entre le mouvement social et les forces de l'ordre.

Dans son texte, dont le titre « La police avec nous ! » annonce déjà la couleur, Eric Hazan part du postulat que l'insurrection du XXI^e « ne sera pas une confrontation armée frontale, qui serait suicidaire »[\[11\]](#). S'il estime qu'un soulèvement conduira à des tensions avec la police il souligne également qu'on « ne vient pas à bout de ces gens-là avec des pavés, des barres de fer et des cocktails Molotov, d - on risque seulement de se faire massacrer »[\[12\]](#).

Hazan combine cet axiome de l'impossibilité à l'expérience historique de Paris en 1830 et Petrograd en 1917 qui enseigne que la tournant décisif a eu lieu au moment où les forces de l'ordre ont rejoint l'insurrection. Pour produire un tel tournant il faut rappeler aux forces de l'ordre qu'ils font également partie de ce peuple qui se soulève. Toutefois, un tel revirement chez les gardiens de l'ordre établi nécessite un travail conséquent de préparation, ce qui explique pourquoi Hazan considère des slogans comme « tout le monde déteste la police » comme contreproductifs.

Le chapitre d'Antonin Bernanos - « Fascisme, police, contradiction » - prend le contrepied du texte d'Hazan en montrant dans un premier temps la « convergence objective et subjective qui unit les forces de l'ordre et les forces fascistes dans leur action et leur composition »[\[13\]](#). S'ensuit une analyse du mouvement des gilets jaunes en termes d'alliances entre classes sociales vis-à-vis duquel l'intervention de l'Etat est perçue de deux manières : D'une part il a exposé la mobilisation aux violences policières ; d'autre part il a instrumentalisé la présence de groupes et thèses d'extrême droite.

Enfin, l'auteur souligne que les récentes mobilisations de policiers illustrent une certaine autonomie policière qui milite en faveur de politiques plus répressives. Ce processus montre que « la police s'inscrit dans un processus de [fascisation](#) en cours et qui grandit au cœur de l'Etat »[\[14\]](#). D'après Bernanos ces dynamiques imposent de repenser l'antifascisme : puisque l'Etat entretient en France le développement du fascisme, « ceux qui ne prennent pas au sérieux la lutte contre la police [...] ne peuvent prétendre à une position antifasciste »[\[15\]](#).

En précisant dès l'introduction que « la population hait la police et personne ne pourra lui dire qu'elle n'a pas raison » la contribution de Frédéric Lordon critique également le slogan « la police avec nous », mais sur fond d'autres arguments[\[16\]](#). Partant du constat que des individus violents sont surreprésentés à l'embauche des forces de l'ordre il s'intéresse à la manière dont l'institution gère cette propension à la violence. Alors qu'elle est censée équilibrer « la prérogative exorbitante d'exercer la violence » par « la contrepartie d'une responsabilité et d'une surveillance exorbitantes » Lordon estime que la bascule intervenue sous Macron consiste à abandonner cet effort d'équilibrage en suggérant aux policiers : « faites ce que vous voulez » - une augmentation de la marge de manœuvre policière accueillie favorablement par l'ensemble de l'appareil[\[17\]](#). Ainsi, il voit l'émergence d'un terrorisme d'Etat qui a pour corollaire d'ôter à l'Etat sa légitimité aux yeux de la population.

Ces différentes positions stratégiques exposées donnent du grain à moudre et cela d'autant plus que les arguments développés ne se répondent pas directement : d'un côté un

argument historique, de l'autre côté un argument plutôt de conjoncture, et si on inclut le chapitre de Bentounsi un argument de contournement semble s'ajouter. Enfin, Lordon y contribue en soulignant le renforcement des dynamiques répressives à l'intérieur de la police, ce qui ouvre la voie à une prise en compte plus systématique des travaux sociologiques sur le processus de formation d'un corps policier particulièrement solide. Une chose est certaine, après « Police » il n'est plus possible d'exclusivement considérer la police comme un simple instrument du gouvernement.

*

Illustration : photo François Guillot/AFP.

Notes

[1] Louis Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat », *La Pensée*, 151, 1970.

[2] L'influence de Gramsci sur la pensée d'Althusser est ici particulièrement visible. Il est à noter qu'Althusser a précisé que les appareils répressifs d'Etat produisent également de l'idéologie et vice-versa. Or, dans la mesure où l'objectif de son texte est de d'ajouter à la compréhension marxiste de l'Etat moderne la dimension idéologique et de montrer dans ce cadre la centralité de l'appareil scolaire comme appareil idéologique d'Etat dominant le dosage idéologique-répression dans chaque appareil d'Etat ne fait pas l'objet d'une réflexion approfondie.

[3] Voir Paul Rocher, *Gazer, mutiler, soumettre - Politique de l'arme non létale*, Paris, La Fabrique, 2020.

[4] David Dufresne, « L'arme des désarmés », in *Police*, Paris, La Fabrique, p. 15.

[5] Jan Rehmann, *Theories of Ideology*, Leiden, Brill, 2013

[6] Julien Coupat, « Engrenages, fiction policière », in *Police*, Paris, La Fabrique, p. 46.

[7] Amal Bentounsi, « Les méchants », in *Police*, Paris, La Fabrique, p. 66.

[8] Ibid, p. 76.

[9] Ibid, p. 80.

[10] Raymond J. Michalowski, « Crime Control in the 1980s: A progressive Agenda », *Crime and Social Justice*, 19, 1983, p. 18.

[11] Eric Hazan, « La police avec nous ! », in *Police*, Paris, La Fabrique, p. 52.

[12] Ibid, p. 53.

[13] Antonin Bernanos, « Police, fascisme, contradiction », in *Police*, Paris, La Fabrique, p. 89.

[14] Ibid, p. 95.

[15] Ibid, p. 99.

[16] Frédéric Lordon, Quelle « violence légitime » ?, in *Police*, Paris, La Fabrique, 2020.

[17] Ibid, p. 106.